

2 Politique

Arabie Saoudite - Gabon

Les deux pays engagés à renforcer leurs relations

L-J N

Djeddah/Arabie Saoudite

Les perspectives de coopération entre le Gabon et le royaume d'Arabie Saoudite ont dominé les entretiens entre Ali Bongo et le serviteur des deux lieux Saints, le roi Salman.

LE Gabon et l'Arabie Saoudite se sont engagés à renforcer leurs relations bilatérales et leur partenariat à travers la réalisation de projets économiques au Gabon présentant aussi un intérêt pour le royaume.

La visite officielle que le président gabonais, Ali Bongo Ondimba, a effectuée, hier mardi 9 juin 2015, à Djeddah, où il a été salué à son arrivée par le roi d'Arabie Saoudite, Salman ben Abdul Al Saoud en personne, a porté cet engagement mutuel. L'entretien très chaleureux et convivial que les deux hommes d'Etat ont eus, dès l'aéroport, puis au palais royal, de la deuxième ville de ce riche et puissant pays du Golfe, a été dominé par des questions politiques et économiques.

Sur les questions politiques, Ali Bongo et son hôte ont réaffirmé leur engagement à travailler ensemble pour maintenir et promouvoir la paix à l'intérieur de chacun de leurs deux pays, au niveau de leurs régions respectives et au plan international. S'appuyant sur l'histoire des relations entre le Gabon et le royaume d'Arabie Saoudite depuis Omar Bongo et le roi Fayçal, ils se sont réjouis de la communauté de vues qui a toujours caractérisé les échanges sur l'ensemble des questions traitées. Ils se sont engagés à renforcer leurs liens



Photo : Ollomo

A son arrivée à Djeddah, le président Ali Bongo Ondimba a été accueilli par le roi Salman.



Photo : Ollomo

Les deux hommes d'Etat après leur entretien.

dans la lutte contre tout type de fléau. Au moment où, sur le continent, Boko Haram sévit et que «Deach» et autres nébuleuses sèment la terreur sous d'autres cieux. Ce qui a conduit les deux dirigeants à se féliciter des liens qu'ils ont su nouer au cours de ces dernières décennies aussi bien sur la scène onusienne qu'au sein des autres instances internationales. D'où leur souhait commun de voir la réforme de l'Organisation des Nations unies aboutir pour tenir compte de l'évolution du monde et des intérêts de tous les acteurs.

Au cours de leurs échanges, le président gabonais et son hôte royal, abordant les questions économiques et financières, se sont dits résolus à tout mettre en œuvre pour que les échanges entre les deux pays abou-

tissent à des résultats concrets. Ils pointent essentiellement les secteurs agricole et gazier. D'autant qu'au plan agricole, précisément, de la sécurité alimentaire, ils ont décidé d'unir leurs efforts pour réaliser des projets porteurs au Gabon comme au sein du royaume.

C'est dans cette optique que Ali Bongo Ondimba a présenté le projet Graine lancé, il y a quelques mois, dans notre pays. Celui-ci pouvant intéresser les financements saoudiens. Ces derniers peuvent également favoriser le développement de la stratégie nationale du gaz au Gabon, appelée, entre autres, à servir de base à l'évolution d'une industrie de la pétrochimie sur notre sol.

Il faut dire que ces deux projets et bien d'autres, dans le cadre de la mise

en œuvre du Plan stratégique Gabon émergent (PSGE), pourraient recevoir des financements du Fonds saoudien de développement. D'ailleurs, les discussions ouvertes entre le Fonds gabonais d'investissement stratégique (FGIS) et le Fonds saoudien sont porteuses d'espoir à cet effet.

Cette visite officielle devrait donc pouvoir accélérer, sinon, donner une impulsion plus forte à la coopération bilatérale. Car, malgré l'établissement des relations diplomatiques en 1974, celles-ci n'ont pas connu la force et le dynamisme souhaités par leurs dirigeants respectifs.

SOUTIEN CONSTANT • Par la suite, ces liens diplomatiques se sont traduits de manière concrète par le soutien constant de la Banque islamique de

développement (BID), en raison de l'appartenance de notre pays à l'Organisation de la conférence islamique (OCI). En effet, cette institution financière basée à Djeddah accompagne le Gabon dans ses efforts de développement en consentant d'importants crédits en vue de la réalisation de nombreux projets dans le domaine des infrastructures routières et dans la formation. Le financement de l'axe Lalara-Koumameyong-Makokou, la construction de salles de classe et logements pour les enseignants, le réaménagement du lycée de Franceville, l'Institut polytechnique de Masuku dans le Haut-Ogooué. Depuis 2009, des accords ont été conclus pour la construction de la zone Franche de l'île Mandji et pour le cadre général de la coopération entre les

deux pays.

Dans ce contexte, c'est donc soucieux de voir les deux pays aller encore plus loin que les ministres en charge de ces dossiers ont, par conséquent, été appelés à s'impliquer mutuellement. A cet égard, la signature par le ministre gabonais des Affaires étrangères, Franck Emmanuel Isoze Ngondet et le secrétaire d'Etat saoudien aux Affaires étrangères, Dr Nizar Bin-Obeid Madadi, d'un mémorandum d'entente vient faciliter et encadrer les consultations diplomatiques entre les deux pays. Ce paraphe, le premier entre le royaume saoudien et un pays ami, traduit, s'il en était besoin, la volonté du chef de l'Etat gabonais, Ali Bongo et du monarque saoudien Salman, de hisser les relations entre les deux pays à un niveau très élevé.

Le Gabon poursuit sa volonté d'ouverture

L-J N

Djeddah/Arabie Saoudite

LE Gabon poursuit sa volonté d'ouverture à d'autres partenaires. C'est le sens qu'il faut donner à la visite officielle à forte tonalité économique, que le président de la république Ali Bongo Ondimba, entreprend depuis hier, à Djeddah, la deuxième ville du royaume d'Arabie Saoudite. Au cours de cette mission, qui était souhaitée par les deux pays, ainsi que l'indique le chef de la diplomatie gabonaise, Isoze Ngondet, il a été non seulement question de donner un contenu plus concret aux relations bilatérales vieilles d'un peu plus de quatre décennies, mais aussi et

surtout, de promouvoir la destination Gabon.

L'invite faite à la partie saoudienne de s'impliquer dans le secteur agricole, plus précisément, dans le projet Graine, ainsi que dans la mise en œuvre de la stratégie de développement du gaz au Gabon, s'inscrit dans le droit fil de cette ambition maintes fois exprimée. Celle-ci a connu des débuts positifs de concrétisation avec la venue de nombreux partenaires aux côtés des acteurs traditionnels de la coopération gabonaise tous azimuts.

Ces dernières années, plusieurs promoteurs venus d'Asie, d'Amérique et même du continent africain sont engagés dans la réalisation de nombreux projets socio-économiques. Ces implica-

tions participent, à l'instar de celles des pays européens basés bien avant sur notre sol, du seul objectif de développement du Gabon et du mieux-être des populations.

Il s'agit bien, comme l'a souvent dit et redit Ali Bongo Ondimba, d'élargir le champ des investisseurs aux partenaires qui possèdent des atouts majeurs susceptibles de contribuer au développement économique de notre pays.

Assurément, l'invitation faite au président gabonais à se rendre en visite officielle à Djeddah, si elle a porté une impulsion nouvelle aux relations de coopération, a été une occasion pour le Gabon de réaffirmer ce choix d'ouverture. Ce fut tout aussi, l'expression pour l'Arabie Saou-

dite de la preuve de l'intérêt majeur qu'elle porte à notre pays. Et singulièrement, pour le roi Salman, gardien des Deux lieux saints, qui a tenu à recevoir le président gabonais, Ali Bongo Ondimba, quelques mois seulement après son avènement au trône.

Il est évident que les deux hommes d'Etat partagent l'ambition de voir se développer et se diversifier cette relation bilatérale dans d'autres domaines. De nombreux secteurs peuvent être explorés, par ailleurs, car, les besoins d'investissements sont nombreux. Ils peuvent porter sur la construction des routes et des infrastructures, les parcs, la formation, la pêche, les équipements, etc.

Dans cette perspective, comme

cela a été fait avec les autres partenaires, il y a urgence à poursuivre les discussions en vue de la signature d'autres accords. Celui évitant la double imposition et l'évasion fiscale. De même que celui relatif à la protection et promotion des investissements entre les deux pays. Ces instruments auront pour effet de promouvoir plus sérieusement les fonds saoudiens dans la réalisation de nombreux projets que notre pays, en raison des contraintes budgétaires actuelles, ne peut effectuer sans participation financière extérieure. Il faut rappeler qu'en dehors des nouvelles opportunités offertes aux Saoudiens, des investisseurs de ce royaume veulent s'engager dans l'énergie et des ressources hydrauliques.